

A travers la brume automnale des politiques, le besoin économique essentiel du Canada se profile nettement comme la cime d'une montagne. Il s'agit, bien entendu, d'investissements de capitaux qui devront fournir des emplois à notre population active qui s'accroît au rythme le plus rapide de tout le monde occidental. Lorsqu'il faut investir quelque \$50,000, en moyenne, pour créer un emploi dans notre industrie moderne, les besoins de capitaux de notre pays sont presque illimités.

L'auteur poursuit ainsi:

Le grand obstacle aux investissements en ce moment est le sentiment universel d'inquiétude que les nouvelles politiques économiques des États-Unis ont provoqué. Mais l'incertitude régnait au Canada bien avant que le président Nixon ne lance ces mesures et elle persistera, que ces mesures réussissent ou qu'elles échouent, à moins que le gouvernement canadien ne change son attitude d'ambiguïté envers les entreprises commerciales.

Rien ne laisse prévoir un changement d'attitude. Au contraire, le gouvernement a aggravé l'incertitude en imposant un programme fiscal que ni le Parlement ni le public ne comprennent tout à fait et en y ajoutant une mesure sur la concurrence encore moins saisissable. Strictement parlant, le bill fiscal, émondé et remanié après d'innombrables révisions, dérouté l'homme d'affaires moyen et de nombreuses dispositions confuses déconcertent les vérificateurs et les avocats les plus expérimentés. Il faudra des mois au Parlement...

Ce n'est pas moi qui parle mais l'auteur de l'article.

... pour étudier la terminologie obscure et parfois indéchiffrable et il ne pourra pas alors en prévoir tous les effets sur l'économie nationale.

Cela démontre-t-il que nous, de l'opposition officielle, soyons les seuls à prétendre que la Chambre ne devrait pas adopter à la hâte cette mesure fiscale? L'éditorial continue:

Le gouvernement n'aurait pu choisir un pire moment pour répandre ce climat de doute sur l'avenir. Cette atmosphère se dégage après que tous les efforts du gouvernement pour résoudre le double dilemme du chômage et de l'inflation ont échoué, alors que l'économie du monde affronte l'heure amère de la vérité après des années d'irréalisme, et au moment où le Canada découvre subitement que tous ses espoirs sont plus téméraires que même il y a un mois.

Comment le gouvernement peut-il alors dissiper la confusion et encourager l'investissement qui seul assurera une expansion économique suffisante?

Et ici le journaliste diffère encore d'opinion avec le gouvernement. Il poursuit:

Il pourrait abandonner, ou du moins retarder jusqu'après la crise internationale, toute cette tentative maladroite d'édifier un nouveau régime fiscal sur des théories sociales indépendamment des résultats économiques.

• (3.30 p.m.)

Si ce ne sont pas là des arguments qui militent en faveur de l'amendement de mon collègue, que sont-ils? Cette dernière assertion décrit parfaitement les politiques absurdes du gouvernement en matière économique, son attirance spéciale vers l'électeur plutôt qu'une préoccupation de l'intérêt national, et ses maladroits efforts pour couvrir les problèmes sur le papier plutôt que d'envisager des remèdes à l'intention d'une économie malade. Jamais aucun gouvernement n'a montré autant que celui-ci ce genre de tendances. On a dit—et à juste titre—que le gouvernement Trudeau se préoccupe davantage du style que de la substance.

Ce gouvernement se vante de toutes les mesures qu'il a fait adopter. Examinons-les un peu. Nous avons eu les projets de loi qui tendaient à encourager le bilinguisme et à changer le Règlement parlementaire. D'autres ont visé à modifier les lois sur les relations ouvrières ainsi que le Code criminel. Mais il n'a pas été prévu de mesure législative pour favoriser la croissance économique au pays. Le gouvernement continue de se comporter en grand frère

qui prend l'argent du contribuable et le dépense pour lui-même.

Malgré le fiasco du *Bonaventure*, le désordre du Centre des arts et les millions de dollars affectés à des rapports qui dorment dans divers ministères, on essaie encore de berner le contribuable et de le convaincre qu'il devrait être heureux de payer l'impôt sur son revenu durement gagné et de laisser le gouvernement gaspiller cet argent d'une façon inimitable. Je soutiens que le contribuable commence à en avoir soupé du travail du ministre des Finances (M. Benson). Certes, il veut une réforme fiscale, mais aussi une réforme des dépenses. Il recherche l'équité du système fiscal. Mais il veut aussi que le gouvernement l'encourage à travailler plus dur et à développer le pays.

Mon collègue de Lambton-Kent (M. McCutcheon) a cité un article de la *Gazette* de Montréal qui souligne la tendance croissante du gouvernement à prendre une tranche de plus en plus large du revenu national brut. Il a signalé que les contribuables commençaient à s'interroger sur l'opportunité de verser une si grosse part de leur revenu et de laisser le gouvernement prendre toutes ces décisions. Il a mentionné les 15 millions de dollars qu'on est censé consacrer à une autre étude visant à déterminer si un revenu annuel garanti ferait perdre toute initiative à ses allocataires.

Je me demande combien de députés ministériels ont reçu des lettres de leurs commettants dénonçant avec emportement la dépense de \$500,000 consacrée au dernier pistonnage du secrétaire d'État, le rapport du Comité Jeunesse. Je sais que mon pupitre commence à se couvrir de lettres qui critiquent sévèrement ce dernier mésusage des deniers des contribuables. Comme le signalait un article dans la *Gazette* de Montréal, le ressentiment commence à sourdre parmi les contribuables qui estiment qu'ils ne peuvent permettre au gouvernement de continuer à prendre toutes les décisions sur la façon dont leurs dollars seront dépensés. Un revirement de la situation commence à se dessiner à la suite de l'attitude paternaliste outrancière—des particuliers et des sociétés—adoptée durant les années 60.

Les Canadiens réapprennent que la meilleure sécurité qu'ils peuvent obtenir est celle de l'emploi. Cette sécurité leur est de plus en plus refusée, lorsque les salaires sont imposés aussi lourdement qu'ils le sont à l'heure actuelle. C'est le paternalisme et l'opportunisme politique du gouvernement qui entachent ce projet de loi. Lorsque les Canadiens veulent des emplois et souhaitent que le premier ministre fasse quelque chose à ce sujet, il leur donne au lieu de nouveaux règlements d'assurance-chômage qui coûtent des centaines de millions de dollars aux contribuables. Même le ministre du Travail (M. Mackasey) n'a pas pu présenter une évaluation exacte des montants qui seront enlevés de ce fait au secteur privé de l'économie.

Nous, de ce parti, qui avons siégé au sein du comité du travail pendant l'étude réitérée de la mesure législative, avons exprimé l'opinion que malgré notre conviction unanime de la nécessité de s'occuper des chômeurs indigents, nous craignons beaucoup que les propositions du ministre ne soient trop ambitieuses pour la santé de notre économie et que ce supplément n'entraîne un marasme plus accentué de l'économie, d'où augmentation du nombre des chômeurs, et donc prélèvements plus importants du fonds, aboutissant en fin de compte à des primes d'assurance plus élevées. Malgré toutes les assurances formulées par le ministre au sujet de la solidité du régime du point de vue actuariel, nous doutons toujours que sa méthode soit bonne.